

La rançon urbaine : conflits et catastrophes naturelles

Les impacts des conflits humains sur les grands centres urbains sont différents de ceux des catastrophes naturelles, et souvent plus graves, qu'ils ne le sont sur les zones rurales.

Les conflits débouchent sur la croissance et la prolifération des taudis, au fur et à mesure que des personnes déplacées cherchent refuge aux abords des zones urbaines; les secousses sismiques, les glissements de terrain et les inondations de grande amplitude font s'effondrer les bâtiments et les routes. La simple concentration de personnes et d'infrastructures dans les grands centres urbains se traduit souvent par davantage de pertes en vies humaines lorsque frappe la catastrophe, et la capacité sociale, politique et structurelle de ces cités à procurer un abris aux personnes dans le besoin est souvent limitée.

Les conflits ou les catastrophes naturelles peuvent briser les économies urbaines, détruire des groupes humains, déchirer les familles. Ces événements pérennisent la pauvreté urbaine et infligent des tensions supplémentaires à des populations et des lieux déjà écrasés par le manque de ressources.

- Au Soudan par exemple, plus de 6 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur de leur propre pays en 1998, pour les deux tiers vers des zones urbaines; près de la moitié de ces personnes ont rejoint la capitale, Khartoum. Des études indiquent que la majorité de ces nouveaux venus à Khartoum arrivaient du sud du Soudan, la région la plus affectée par une guerre civile prolongée, et la plupart sont implantés de façon illicite à la périphérie de la ville, ce qui ne leur offre que peu d'accès aux services essentiels.
- En Azerbaïdjan, où les conflits avec l'Arménie voisine font rage depuis 1988, près d'un million de personnes ont été déplacées dans leur propre pays. Environ 40 % de la population déplacée du pays vit dans des zones urbaines qui se sont révélées inadaptées et inacceptables pour accueillir des habitants à long terme, en particulier lorsque les possibilités d'emploi sont rares.

Catastrophes naturelles et environnementales

Les établissements urbains sont fragiles aussi face aux risques naturels et environnementaux qui les menacent, et les pauvres, partout mais plus particulièrement dans les zones urbaines, sont les plus en danger. Les méthodes de construction et les logements ne répondant pas aux normes, l'absence d'infrastructures, l'absence de sécurité d'occupation, l'usage inapproprié des sols et des environnements de plus en plus dégradés laissent une grande partie des groupes humains les plus démunis dans un état de vulnérabilité chronique.

- Selon le Bureau de la prévention des crises et du relèvement du PNUD, quelque 75 % de la population mondiale vit dans des zones qui ont été affectées une fois au moins entre 1980 et 2000 par un tremblement de terre, un cyclone tropical, des inondations ou la sécheresse.
- Les calculs effectués par la Fédération internationale de la Croix-Rouge et par le Croissant-Rouge montrent que de 1994 à 1998, la moyenne des catastrophes répertoriées s'établit à 428 par an. De 1999 à 2003, ce chiffre a grimpé des deux tiers pour atteindre une moyenne de 707 catastrophes naturelles par an. La hausse la plus forte a concerné les pays en développement, qui ont subi une augmentation de 142 %.

Les populations pauvres des pays en développement sont particulièrement vulnérables aux catastrophes du fait des lieux où elles vivent; elles sont davantage susceptibles d'occuper des plaines inondables dangereuses, les rives des cours d'eau, des terrains très pentus et des terres reconquises, et leurs logements ont moins de chances de résister aux catastrophes majeures.

- En Amérique latine, des centaines d'habitants à faibles revenus des zones urbaines déshéritées ont perdu la vie lorsque leurs maisons construites dans des secteurs précaires ont été balayées par les inondations et les glissements de terrains provoqués par l'ouragan Mitch, en 1998.
- L'enquête sur le tremblement de terre de 2003 à Bam, en Iran, a conclu que la plupart des 40 000 personnes décédées vivaient dans des logements construits en briques crues traditionnelles et étaient dépourvus des structures indispensables qui auraient permis de résister aux secousses sismiques.

Les données compilées par la Banque mondiale montrent qu'entre 1990 et 2000, les catastrophes naturelles ont entraîné des dommages qui ont représenté de 2 à 15 % du PNB des pays touchés.

- Alors que les pays industrialisés subissent de fortes pertes financières, que l'on peut exprimer en dollars – principalement parce que le coût de la reconstruction ou du remplacement des infrastructures détruites y est plus élevé – l'impact global des catastrophes sur les économies des pays riches est négligeable.
- Selon la Fédération internationale de la Croix-Rouge et des Sociétés du Croissant-Rouge, les catastrophes qui se sont produites dans les pays industrialisés ont infligé en moyenne 318 millions de dollars de perte par événement, qu'il convient de mettre en regard des 28 millions de dollars par événements dans les pays en développement. Cependant, les pays industrialisés parviennent à rapidement se remettre des conséquences des catastrophes, essentiellement grâce à la poussée subite des activités de reconstruction et à l'augmentation des dépenses publiques pour la restauration des zones touchées.

Les catastrophes peuvent paralyser les pays en développement, ou même détruire définitivement leurs richesses sociales et économiques.

- A Aceh (Indonésie), par exemple, le coût total estimé des dommages et des pertes dus au tsunami de décembre 2004 a atteint 4,45 milliards de dollars – près de 97 % du PNB de la région. Beaucoup de pays en développement manquent aussi des équipements sanitaires qui leur permettraient de traiter un grand nombre de blessés, ce qui augmente le bilan final des décès par rapport aux pays mieux équipés face aux catastrophes.
- Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (ONU) estime que, dans les années 1990, les catastrophes naturelles ont tué, par événement, près de sept fois plus de personnes dans les pays en développement que dans les pays industrialisés, avec une moyenne de 44 décès par événement dans les pays industrialisés et 300 dans les pays en développement.

Une restauration durable

Les catastrophes ont de graves conséquences à tous les niveaux, depuis les pertes économiques à très long terme jusqu'aux souffrances endurées par les familles, à titre individuel. Le caractère généralisé des impacts des catastrophes exacerbe les défis inhérents à la gestion des crises et aux processus de restauration : comment compenser les contradictions radicales et récurrentes entre l'urgence des secours à apporter et les actions de développement durable, et comment apporter à toutes les parties prenantes des stratégies concrètes permettant d'alléger les crises, et s'en remettre. Le concept de restauration durable n'entraîne pas un passage brutal des secours au développement, mais représente plutôt une démarche intégrée dans laquelle les personnes concernées traitent les besoins vitaux tout en soutenant aussi un développement durable à plus longue échéance.

Comprendre la vulnérabilité urbaine est le premier pas vers l'élaboration de stratégies d'allègement qui amélioreront, de fait, la faculté de reprise et diminueront la vulnérabilité des populations urbaines dans le long terme. La pierre angulaire de la stratégie de mise en œuvre consiste à édifier une « culture de prévention » ou d'allègement des désastres, au sein du grand public. L'allègement des désastres ne sauve pas seulement des vies, il a aussi un sens économique.

- La Banque mondiale et l'organisation *U.S. Geological Survey* estiment que, pour les années 1990, les pertes économiques infligées au plan mondial par les catastrophes naturelles auraient pu être réduites de 280 milliards de dollars si 40 milliards de dollars avaient été investis dans des mesures préventives.
- Pour la Chine, la Banque mondiale a estimé que les 3,15 milliards de dollars investis depuis 1960 dans la maîtrise des inondations ont évité de perdre 12 milliards de dollars environ.
- De même, des financements fédéraux plus généreux pour les digues de la Nouvelle-Orléans auraient pu réduire l'ampleur de la tragédie, lorsque l'ouragan Katrina a frappé cette région en août 2005.

Medellin (Colombie) est un bon exemple de réussite dans la prévention fondée sur la communauté. Au milieu des années 1980, après la destruction de la ville d'Armero due à des glissements de boue déclenchés par une éruption volcanique, le Gouvernement colombien a instauré un système national de prévention et de réponse en cas de catastrophe. Lorsqu'un glissement de terrain de grande ampleur a frappé Medellin en 1987, la ville et ses habitants ont pu mobiliser des ressources pour créer un environnement de vie plus sûr, en intégrant des stratégies de gestion des risques dans les plans d'aménagement et la planification, sociale et économique de la municipalité. Grâce à la

combinaison d'une éducation civique et politique et à des engagements financiers, les glissements de terrain de Medellín ont décliné de 533 en 1993 à 191 en 1995. Les plans de réduction de la vulnérabilité et la prise en compte des risques de catastrophe s'intègrent au mieux dans les politiques, les planifications et les programmations de développement durable – en particulier aux niveaux locaux.

Le présent article peut être reproduit, en tout ou en partie, sous réserve que la source, ONU-Habitat, en soit indiquée. Des photographies sont disponibles sur notre site Internet. Pour tout renseignement complémentaire, veuillez contacter : M. Sharad Shankardass, Porte-parole, ou Mme Zahra Hassan, Attachée de liaison avec la presse et les médias, Groupe des relations avec la presse et les médias; téléphones : (254 20) 7623153/7623151; télécopieur : (254 20) 7624060, Mél. : habitat.press@unhabitat.org; site Internet : www.unhabitat.org. SOWC/06/07/B/Penalty6